



Les enseignant-es des écoles

A

Monsieur Manuel VALLS

Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Monsieur le Premier ministre,

A l'occasion du rendez-vous salarial de la Fonction publique du 17 mars, la Ministre a annoncé une augmentation de 1,2 % du point d'indice. Après six ans de blocage des salaires, nous attendions ce premier geste.

Si le dégel des salaires est enfin acté, il ne règle pas pour autant le passif que nous avons subi : la perte de pouvoir d'achat depuis l'année 2000 est équivalente pour l'année 2016 à près de deux mois de salaire. Le dossier salarial est donc loin d'être clos. La nécessité d'avancer vers un véritable plan de rattrapage de nos salaires, comme ceux de l'ensemble des fonctionnaires, est plus que jamais d'actualité.

Il est également urgent de régler le contentieux salarial qui perdure de manière spécifique pour nous, enseignants du primaire. Les rapports, les uns après les autres, pointent notre trop faible rémunération. La création de l'ISAE, d'un montant de 400 Euros annuels toujours loin des 1 200 Euros des enseignants du second degré n'a pas réglé le problème. A qualification égale, nous percevons en moyenne 800 Euros de moins par mois qu'un enseignant allemand, 350 Euros de moins par mois qu'un enseignant français du second degré. Nous sommes parmi les plus mal payés des fonctionnaires de la catégorie A. Rien ne justifie de telles inégalités.

Nous nous engageons chaque jour pour la réussite de tous les élèves, travaillons avec énergie à préparer l'avenir de notre pays. Il est temps de soutenir et reconnaître notre investissement. Monsieur le Premier ministre, à l'heure où notre métier est de moins en moins attractif, la revalorisation de nos salaires doit constituer une priorité. Les discussions qui vont s'ouvrir à l'Education nationale au cours des prochaines semaines doivent aboutir à une réelle amélioration de nos salaires et nos carrières. A ce titre, nous demandons que le montant de l'ISAE soit porté à parité de l'ISOE du second degré. Cette mesure d'égalité constituerait une première étape d'un vrai plan de rattrapage.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Les enseignant-es des écoles